



Ce n'est pas aux travailleurs, aux fonctionnaires, au service public de payer la crise ! Unissons-nous contre l'austérité !

En cette rentrée, le gouvernement durcit et accélère sa politique d'austérité et de destruction de nos conquêtes sociales. Le plan d'économie annoncé le 24 août 2011 soumet l'ensemble des travailleurs, du public comme du privé, à de nouvelles restrictions : taxation des mutuelles, augmentation de la CSG, gel des subventions d'Etat aux collectivités territoriales pour faire fonctionner les services publics locaux... Un tour de vis de 3 milliards d'euros !

Le gouvernement n'entend pas en rester là. Au nom de l'équilibre budgétaire et pour imposer une « règle d'or » antidémocratique, et visant à la constitutionnalisation de l'équilibre budgétaire, il promet de faire payer au plus grand nombre la dette publique, qu'il a pourtant délibérément creusée par ses cadeaux fiscaux aux plus riches et le renflouement inconditionnel de banques aux abois.

La crise, loin d'être jugulée, sert d'alibi pour amplifier les coupes sombres. Dans la lignée du pacte « euro plus » adopté en mars dernier, il s'agit d'accélérer, à l'échelle européenne, la réduction des dépenses publiques d'utilité sociale (santé, logement, éducation...), le démantèlement de la sécurité sociale, la libéralisation des services publics, la déréglementation du marché du travail, la baisse des salaires et des pensions de retraite afin de garantir les profits des banques, les revenus des détenteurs de titres et le patrimoine des plus riches. Pas question en effet de faire payer le capital : la contribution exceptionnelle de 200 millions d'euros des plus hauts revenus représente bien peu au regard des 170 milliards de cadeaux fiscaux et d'exonérations de cotisations sociales faites aux entreprises.

Cette politique est injuste et inefficace. Menée à marche forcée en Grèce depuis 2008, l'austérité a conduit à une dégradation générale des conditions de vie et à l'explosion du chômage, engagé le pays dans une spirale régressive sans fin... et accru son endettement au bénéfice des prêteurs exigeant des intérêts exorbitants ! Elle n'a rien résolu puisque la crise s'est étendue à d'autres pays (Irlande, Portugal, Italie) et menace la France. La crise ne cessera pas par le paiement de la dette, bien au contraire : elle doit être annulée.

Le service public et le statut des agents publics en feront inévitablement les frais. Ces dernières années, notre ministère n'a pas été épargné : suppressions de postes, non-remplacement de collègues partant à la retraite (55%, un des meilleurs scores !), sacrifice de la catégorie C, RGPP, externalisation et fermeture de services entiers à l'emploi, concentration des fonctions support, baisse des budgets de formation, politique du chiffre, menaces sur les missions de renseignements et d'inspection du travail, gel du point d'indice et généralisation de la rémunération au mérite et à la performance.

Le 28 juin 2011, nous nous sommes mobilisés pour dire « stop » à ces politiques qui détruisent nos services, nous démolissent et nous placent dans l'incapacité de rendre un service public de qualité, et pour exiger la satisfaction de la plate-forme revendicative. Cette journée a été un succès et il est important de s'unir pour ne pas relâcher la pression, et lui donner une suite.

Les organisations syndicales du ministère invitent tous les agents à se saisir de la journée de mobilisation interprofessionnelle du 11 octobre, par la grève, pour dire Non au plan d'austérité, Non à l'augmentation de la CSG, Non à la destruction du service public et des statuts, Non à la dégradation de nos conditions de vie et de travail, et à y exprimer à nouveau, dans la continuité de nos actions du 28 juin, les revendications du ministère du travail ;

**LE 11 OCTOBRE 2011 TOUS EN GREVE CONTRE L'AUSTERITE
GENERALISEE
ET, DANS NOS SERVICES, POUR LA SATISFACTION DE NOTRE PLATE-
FORME REVENDICATIVE**

NON !

- aux conditions de travail dégradées ;
- aux mépris de la hiérarchie ;
- aux externalisations des missions de service public ;
- à l'impossibilité pour les agents de maintenir le service rendu au public ;
- à la perte même du sens au travail ;
- à la destruction du collectif de travail ;
- à la souffrance et à la colère des agents, voire à la désespérance ;

Les agents ne peuvent plus continuer comme cela !

- **STOP !** aux suppressions d'emplois entraînées par la RGPP et à leurs répercussions sur les conditions de travail
Tous ensemble nous exigeons :
l'arrêt du rouleau compresseur de la RGPP et des suppressions de postes, et le recrutement d'agents par voie de concours, en priorité de la catégorie C.

- **STOP !** à l'externalisation des missions et à leur mutualisation (renseignements, accueil du public, services emploi, ..)
Tous ensemble nous exigeons :
l'arrêt de l'externalisation des services de renseignement et d'accueil du public, et de quelque service que ce soit.

- **STOP !** aux déménagements réalisés « à l'arrache », sans aucun respect des conditions de travail et de vie des agents, ni de l'accès pour les usagers au service public.
Tous ensemble nous exigeons :

Abandon de toutes les opérations immobilières qui dégradent les conditions d'accès du service public, et les conditions de travail des agents.

- **NON !** à la dictature du rendement et des objectifs, à une politique managériale déconnectée du terrain.

Tous ensemble nous exigeons :

L'arrêt des objectifs chiffrés

L'arrêt de toutes les sanctions prises contre les agents sur ces bases là !

- **STOP !** à la « politique travail » et à la ligne hiérarchique qui y est associée, imposés par la DGT, dans laquelle les agents de contrôle doivent se conformer strictement aux volontés du ministre en rejetant les réalités du terrain
Tous ensemble nous exigeons :

Le retour au schéma type de la section avec 1 Inspecteur, 2 Contrôleurs, 2 agents de catégorie C ;

Le retrait de la circulaire DGT du 13 décembre 2010, « ligne hiérarchique ».

L'abandon des propositions issues du groupe de travail « Pôle T » de la DGT, sur le redimensionnement des sections.

- **NON !** à l'individualisation et à la division des agents, notamment par le biais des primes, bientôt renforcée par la mise en place, pour toutes les catégories, de la Prime de Fonction et de Résultat (PFR),.

Tous ensemble nous exigeons :

L'abandon de la mise en place de la Prime de Fonction et de Résultats, de la prime d'intéressement et l'intégration de l'enveloppe servant au financement des primes, pour l'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice.

- **NON !** à la déqualification programmée des contrôleurs du travail

Tous ensemble nous exigeons :

L'ouverture de véritables négociations pour la revalorisation de TOUS les CT par : la non entrée des CT dans le NES, le respect du statut particulier et de la spécificité des contrôleurs du travail et une véritable revalorisation salariale, au minimum, à la hauteur de la grille du A type

- **STOP !** à la négation du dialogue social qui est devenue la règle dans ce ministère, avec des CTP organisés à la va-vite, un refus systématique d'entendre et de prendre en compte les avis et revendications des agents,

Tous ensemble nous exigeons :

Un changement radical des relations sociales dans ce ministère, de telle manière que les agents puissent faire entendre leur voix à travers leurs représentants.